

A l'écoute de la France...



Rencontre en terre lilloise avec Benoît Cailliez, le président en exercice de la Fédération Colombophile Française (FCF). Le recours à la langue de bois fut laissé-pour-compte.

En 2015, « Coulon Futé » rencontra **José De Sousa**. Ce Portugais de naissance qui acquit par la suite la nationalité française savait, en habitant à l'époque Wervicq-Sud, ce que représente traverser une frontière en tant que frontalier. Il siégea pendant plusieurs mandats dans des fauteuils présidentiels et notamment dans celui de la FCF appelée, avant 2005, UFRAC (Union des Fédérations Régionales d'Associations Colombophiles). Huit ans plus tard, « Coulon Futé » retourne dans « *L'Hexagone* », cette fois dans la capitale des Hauts-de-France, pour rencontrer **Benoît Cailliez**, président en exercice de la FCF.

Autoportrait.

Benoît Cailliez est un quadragénaire habitant Dohem, une localité française du département du Pas-de-Calais, relevant de la communauté de communes du Pays de Lumbres. Cette localité se



situe dans la périphérie de Saint-Omer. Au départ, **Benoît Cailliez** a pratiqué la colombophilie en faisant tandem avec son père. Pour l'heure, il en compose un autre avec sa fille Marie symbolisant pour sa famille la quatrième génération consécutive de présence colombophile. Faute

de temps disponible, il privilégie les plus longues distances, la spécificité, selon ses dires, particulièrement appréciée dans le Nord de « *L'Hexagone* ». Du point de vue professionnel, **Benoît Cailliez** a suivi une double formation, celle de juriste d'abord, celle de journaliste ensuite, la première acquise à l'Université de Lille, la seconde à l'École supérieure de journalisme (Lille). Depuis deux décades, il s'est spécialisé dans la presse régionale, de



proximité et de loisirs. Il dirige quatre sociétés d'édition, axées sur l'information locale, l'histoire, le cyclisme... Son imprimerie publie des annonces locales et judiciaires, des magazines d'histoire et de sports et... un journal colombophile indépendant de la FCF. Depuis neuf ans, il assure la présidence du groupement de Saint-Omer qui, en saison, réunit entre 7.000 et 8.000 pigeons par week-end. Son groupement se caractérise par son indépendance car il possède, outre 800 paniers en matière plastique, un camion avec remorque et un porteur destinés au convoyage et un autre véhicule, plus petit, pour pouvoir facilement évoluer dans les villes.

Le pied à l'étrier.

Bernard Bourgeois, ancien président de la Région de Paris, décida de réaliser un tour de France des associations colombophiles en tenant des forums et des réunions dans l'objectif de créer une nouvelle équipe dynamique colombophile susceptible de rencontrer la réussite lors des élections qui étaient prévues. **Benoît Cailliez** fut invité à un débat, se laissa après trois mois convaincre de mettre le pied à l'étrier. Pendant un semestre, il travailla au sein d'un groupe tenant des réunions sur le thème FCF 2022. A ses yeux, il était important que les participants apprennent à se connaître, à œuvrer ensemble malgré des différences d'âge et de régions. Le but poursuivi était clairement défini : moderniser en premier la colombophilie française (moins de 10.000 membres aujourd'hui contre 20.000 vingt ans auparavant, ce qui correspond à une perte oscillante entre 2 et 3 % chaque année) pour la rendre plus dynamique nonobstant la pyramide défavorable des âges. Pour y parvenir, une démarche fut privilégiée, la création d'un site permettant à quiconque d'y poser des questions et surtout d'y obtenir des réponses. Ce qui, aux yeux de **Benoît Cailliez**, est primordial.

Constat.

En France, les élections se déroulent à deux niveaux, le régional d'abord, le national ensuite. Deux équipes composées de connaissances ont ainsi été investies dans lesquelles les tâches et les rôles étaient répartis.

Benoît Cailliez signale que 80 % des colombophiles français sont implantés au Nord de Paris, ce qui explique la prospection prônée d'une répartition géographique équilibrée au sein de « *L'Hexagone* ». Selon lui, la colombophilie pratiquée dans le Nord français ressemble à ses consœurs belge et hollandaise, celle relevant par contre du Sud est plus festive, plus amicale, en un mot moins professionnelle, mais avec des origines tout aussi performantes à la lecture des résultats des pigeons du sud dans les colombiers internationaux (Mira). Des croisements de pigeons dans les airs sont d'actualité chaque saison car les amateurs nordistes fréquentent des étapes du sud, les sudistes par contre celles du nord.

Recherche d'un chez soi.

Créer une maison colombophile dans le Nord de la France est un objectif prioritaire aux yeux de **Benoît Cailliez** car les installations du boulevard Carnot lillois ne permettent plus de recevoir et concrètement d'y implanter une volière. Aussi, il espère disposer pour 2024/2025 au plus tard d'une



vitrine colombophile traduisant un lieu de vie, d'animation. Y seraient centralisés un musée, des bureaux, une salle de réception locative, un lieu d'expositions et ... un colombier d'une capacité de 500 à 1.000 pigeons pouvant accueillir des compétitions nationales et internationales organisées par des lofts. La vente réalisée de la « *maison blanche* » lilloise et les aides publiques obtenues donneront le jour à un nouvel outil qui ne coûtera rien aux colombophiles.

Recherche de compétences.

Avancer dans différents dossiers implique pour **Benoît Cailliez** de disposer d'un entourage doté de compétences professionnelles dans différents domaines (le juridique, le volet entrepreneurial, le milieu associatif, les ressources humaines). Pour l'heure, ce dernier préside un Bureau Directeur, élu pour quatre ans, composé de cinq membres au total émanant de régions colombophiles différentes. Le Normand **Marc Spalart**, directeur d'une société d'élevage de chevaux de course, possédant une vision dans le domaine agricole, en est le trésorier. **Bernard Bourgeois**, ancien cadre en aérospatiale, le secrétaire. **René Bonnin**, ancien président du club des internationaux et à l'origine de l'engouement des Français pour les internationaux, et **Bernard Neuviale**, ancien cadre Renault en Europe centrale, respectivement les premier et second vice-présidents.

Ce bureau est intégré dans le Conseil d'Administration composé au total de trente-deux personnes. Outre les cinq membres précités du Bureau Directeur sont effectifs les sept Présidents de Section habilités à traiter les dossiers communication, contrôle, entraide, instruction, protection, recherche et sport, et *in fine* les vingt Présidents des Fédérations Régionales.

Prudence financière.

Pour impacter le coût des frais de déplacement vu l'étendue de la France, le recours systématique à la visioconférence est généralisé. Le Bureau Directeur se réunit deux à quatre fois par mois. Le Conseil d'Administration six fois par an dont cependant deux fois en présentiel avant les journées nationales et les championnats de France en septembre. Complétant la structure, une Assemblée générale en présentiel est programmée une fois l'an, en congrès pour réunir les délégués de toutes les associations. Le budget alloué aux journées nationales (celles de 2023 se déroulent ces 28 et 29 janvier à Saint-Lô en Normandie) est de l'ordre de 10.000 € à 15.000 €. La FCF laisse aux organisateurs locaux de ces journées les bénéfices des ventes et des stands, et prend en charge deux représentants par délégation étrangère ainsi que ses administrateurs nationaux. Doter les nationaux (en l'occurrence sept épreuves) de davantage de récompenses pour mettre en valeur les performances est une volonté.

Suffrage universel.

La modernisation permanente du site internet est, pour **Benoît Cailliez**, une plus-value et indispensable pour atteindre l'objectif de rendre le suffrage universel obligatoire. Et ce, à tous les niveaux de la « *pyramide* » ailée française. Un responsable à tout niveau doit être, selon ses dires, élu en ligne directe par les amateurs. Ce qui permet d'éviter tout jeu, tout accord tacite préliminaire entre les candidats. Le recours au vote électronique est de ce fait incontournable. Pour y parvenir, en pensant surtout aux amateurs non informatisés (CF : **Benoît Cailliez** fit remarquer que, lors de la dernière AG belge, le nombre annoncé de 5.000 amateurs belges ne possédant pas d'adresse informatique lui semble exagéré), des lieux de vote électronique vont être instaurés. La décision finale doit incomber aux amateurs.



Doping.

Benoît Cailliez infirme de nouveau le fantasme d'une source belge annonçant, à une certaine époque, l'insuffisance de contrôles en France où la même liste de produits interdits existe comme par ailleurs. Il répugne toute critique gratuite, la colombophilie devant, à ses yeux, être apaisée par des esprits neufs et constructifs. Bétonner la marche à suivre pour éviter tout vice de procédure dans la détection de l'usage de produits dopants a été le fil conducteur d'un chantier conséquent. Le Ministère français compétent et le laboratoire renommé de Chantilly (C.F : selon **Benoît Cailliez**, la Belgique a envoyé un courrier évoquant des contre-expertises belges plausibles à Chantilly) ont mis au point une procédure où le protocole complet sera assuré par des personnes agréées (vétérinaires, assistants-vétérinaires...). Rien ne passera par la fédération excepté la demande effectuée au départ. Est envisagée la possibilité d'élargir le champ des personnes pouvant requérir des contrôles sur tous les concours.

Une volonté de savoir.

Sans effectuer le moindre lobbying, la France s'était portée candidate pour l'organisation du Narbonne international 2023 confié finalement à Cureghem Centre. Cette décision **Benoît Cailliez** la regrette au souvenir du manque de considération manifesté par cet organisateur envers les pigeons français lors du Barcelone 2020.

A titre indicatif, en 2023, la FCF programme un Barcelone le même jour que l'épreuve internationale à laquelle la France participe. Le Barcelone français ne peut porter concurrence car il est réservé aux colonies françaises volant une distance inférieure à la distance minimale arrêtée. Barcelone est la fête de tous. Des pigeons à cette occasion seront dotés de bagues GPS pour détecter et comprendre les endroits de franchissement des Pyrénées. La France, tient-il à encore faire remarquer, a engagé en 2022 le quart du contingent international. .

Promotion.

« Un débutant, un parrain, un colombier » est un slogan de la FCF qui va prêter à tout débutant pendant deux ans un colombier, certes aux dimensions réduites, pour que le coût inhérent à toute affiliation ne soit pas une contrainte dissuasive.

Transfrontaliers.

Se souvenant de ses escapades ailées participatives dans la région de Péruwelz, **Benoît Cailliez** tient à préciser, à propos des échanges transfrontaliers, que ce sujet ne se résume pas à la Belgique et à la France. Que du contraire ! La Belgique possède aussi des frontières communes avec les Pays-Bas, l'Allemagne, le Grand-Duché du Luxembourg. La France avec l'Allemagne, le Grand-Duché du Luxembourg, l'Espagne, l'Italie, la Suisse. Pour **Benoît Cailliez**, l'important réside dans la possibilité assurée aux gens de vivre leur passion là où ils le veulent, en laissant cependant la prise de décision aux associations locales qui accueillent. Comment comprendre, selon lui, une interdiction de jouer à 2 km d'une frontière imposant de devoir faire des dizaines de kilomètres de ladite frontière pour pouvoir prendre un même plaisir à participer ? A titre indicatif, dans l'Est de la France, des concours opposent des amateurs allemands, français et luxembourgeois, le vainqueur du doublage allemand du Barcelone 2020 était français.



Secrétariat.

Trois personnes entourent **Benoît Cailliez**. L'une d'entre elles, et ce à temps partiel, est qualifiée de responsable technique sportif qui gère un grand chantier, la gestion des lieux de lâcher.



Le prix demandé par panier a subi une hausse de 5 cents (coût 0,28 €) redistribuée aux responsables sur les lieux. Par ailleurs, la FCF demande 9 € pour un permis de lâcher individuel sur le territoire français. Des contrôles ont été effectués en 2022 par les autorités.

Etapas.

Bourges est un très beau lieu de lâcher pouvant accueillir trente camions, mais des tractations, suite aux dégradations survenues dans les sanitaires, sont en cours avec la mairie réticente de proroger l'accès à l'infrastructure. Albi, Guise et Nancy sont des nouveaux lieux. Un lieu de lâcher est recherché pour Châteauroux, le précédent endroit retenu n'étant pas adapté pour la Belgique et le Nord de la France.

Au terme de la rencontre, **Benoît Cailliez** se montre dubitatif suite à la plausible entrée en application d'une loi française imposant de recouvrir de panneaux solaires tous les parkings publics et privés. Ce qui compromettrait en principe d'y effectuer des lâchers.

